

Mesdames, messieurs,

C'est avec grand plaisir que je retrouve ce soir nombre de mes amis dans cette grande salle de la mairie d'Avignon et c'est avec grand espoir que j'aperçois également beaucoup de nouveaux visages. Je ne crois pas qu'il y ait énormément de mouvements politiques qui puissent réunir plusieurs centaines de personnes un soir d'hiver, et de semaine, à Avignon.

Il est vrai que les citoyens ont quelques raisons de rester chez eux et de bouder les meetings des grands partis du système. On ne fait pas la queue devant un cinéma où l'on ne passe pas de films ! L'UMP ou le Parti Socialiste l'ont compris. Ils prennent soin de ne faire de réunions publiques que durant les quelques semaines des campagnes électorales. Lors de ces moments, brefs, où la scène politique française retrouve un semblant de nerf, une apparence de vie.

Ces rassemblements sont, cependant, pour les partis du système, moins destinés à convaincre une assistance de convaincus, généralement composée d'élus ou de permanents, qu'à accéder aux journaux télévisés ou radiophoniques. Remarquons, au passage, cette déshérence du bénévolat dans les grands partis : le PS qui revendique 125 000 adhérents compte également 60 000 élus, soit la moitié... Le reste se composant de conjoints, d'attachés parlementaires ou d'employés de collectivités locales.

Les réunions de ces partis ne sont donc qu'un prétexte pour accéder aux médias. A la tribune se succèdent des hommes qui viennent expliquer tout ce qu'ils feront demain sans jamais expliquer pourquoi ils ne l'ont pas fait hier alors qu'ils avaient le pouvoir.

On l'a vu au moment des législatives de 2002. Les hommes de l'UMP sont venus expliquer que, cette fois-ci, c'était bon, ils avaient compris ! Qu'en matière d'immigration, de sécurité, de protection des emplois, on allait voir ce que l'on allait voir. Or, on a beaucoup entendu... de paroles. Mais, après, de changement réel, d'actes de rupture avec le passé. Aucun ! J'y reviendrai.

Il y a également des partis où il s'agit uniquement de faire semblant, où un tribun enchaîne avec talent les effets de tribune, en sachant parfaitement que jamais il ne faudra mettre d'actes en accord avec ces paroles, puisque jamais le peuple ne lui confiera le pouvoir. Et, en faisant tout d'ailleurs pour que le peuple ne change surtout pas d'avis ! On est tellement mieux dans l'opposition. C'est tellement plus aisé de vivre de ses rentes de grand imprécateur.

Eh bien, je crois pouvoir dire que nous ne ressemblons ni aux uns ni aux autres. Ces règles d'un jeu politique à bout de souffle ne sont pas les nôtres. Nous ne voyons pas les choses de cette manière et, j'oserais presque dire, nous ne les ressentons pas ainsi. Nous, nous organisons des réunions politiques, nous faisons de la politique, parce que la France est en état clinique d'urgence. Non pas parce qu'il y a le feu à une voiture au fond d'une impasse, mais parce qu'un pays qui compte deux millénaires d'histoire est en train de mourir.

« *La France se meurt, ne troublons pas son agonie* » disait déjà voilà plus de cent ans, le grand écrivain Ernest Renan dont l'intelligence pressentait les conséquences funestes de l'essor de la technique et de l'exode rural sur les sociétés humaines. Et il n'avait rien vu : ni la Seine Saint Denis défigurée, ni les campagnes urbanisées, ni le chômage institutionnalisé, ni la décadence des mœurs, ni l'avitissement des esprits. Comment aurait-il pu imaginer aussi qu'un jour des villes entières ne seraient plus ni Françaises, ni Européennes, ni Chrétiennes, alors même qu'aucun Français ne l'aurait cru voilà seulement une génération.

Mais, nous, nous ne voulons pas que la France meure et nous ne voulons pas rester impuissants devant les convulsions de son agonie. Nous voulons agir. Parce que nous aimons ce pays qui est autre chose qu'un Produit Intérieur Brut ou un « pacte citoyen » mais une histoire, une culture, une civilisation, un art de vivre. Parce que nous avons des enfants, des petits-enfants, et que nous ne voyons pas au nom de quoi le Congo ou l'Algérie aurait le droit à l'existence, à la reconnaissance de leur identité, et que ceci serait nié à notre nation et à notre peuple. Pourquoi serions-nous, nous Français, nous Européens, les seuls à ne pas surveiller nos frontières, contrôler notre nationalité, préserver nos emplois ?

Immigration, mondialisme, chômage...Voilà ce que nous avons imprimé sur les affiches annonçant cette réunion. A ces trois thèmes, nous pourrions en ajouter bien d'autres. Elle est longue la chronique de la décadence de notre pays ! Et les émeutes récentes n'en sont qu'une conséquence et pas une cause, qu'un symptôme et pas la maladie.

Il y a beaucoup de façons d'analyser ces émeutes, que je n'ose appeler « émeutes de la Toussaint 2005 ». Plus exactement, je relèverai qu'elles ont commencé au moment où se terminait ce grand moment de partage et de pieuse fraternité, pour parler comme nos médias publics si laïques, qu'est le Ramadan.

On peut, comme Arnaud Montebourg du parti socialiste, considérer qu'il s'agit d'une révolte s'inscrivant « dans la tradition des jacqueries paysannes du Moyen Age ». Un voyou de cité incendiant une voiture, ce serait donc Jacquou le Croquant !

On peut aussi, comme les chaînes de télévision publique, ne voir dans les voitures incendiées et les écoles en feu, que des revendications sociales de citoyens modèles désirant seulement plus d'écoles, plus d'emplois, plus de gymnases. Ces êtres sensibles que sont les jeunes de banlieue agresseraient parce qu'ils souffrent de ne pas être aimés...

On peut comme le Président de la république affirmer que ces émeutes sont la conséquence d'abominables discriminations que ces populations subiraient depuis leur arrivée en France. La France serait donc coupable une fois encore. Coupable de scolariser les enfants immigrés, même clandestins. Coût annuel : 500 euros minimum par enfant.

Coupable de soigner des millions de personnes n'ayant jamais travaillé. Coupable d'avoir créé l'Aide Médicale d'Etat gratuite dont ont profité en 2004, 163 000 étrangers clandestins ou arrivés légalement depuis peu. Est-ce que l'on se rend compte de ce que représente le coût de 163 000 personnes dont bon nombre sont venues spécialement chez nous pour accoucher ou se faire soigner d'une maladie grave ? Est-ce que l'on se rend compte de ce que paye cette France que l'on insulte et que l'on hait ? Est-ce que l'on se rend compte que tout cet argent n'est plus disponible pour les Français les plus faibles ?

Bref, que l'on soit député socialiste, média ou chef de l'Etat, on peut mentir, se mentir et mentir à la France. C'est d'ailleurs un réflexe dans la classe médiatico politique que de réécrire les faits à l'aune de leurs préjugés utopistes. C'est leur seul moyen pour masquer leur responsabilité dans la situation présente.

Et lorsque certains médias décident de faire une pause dans le mensonge, c'est pour recourir à la censure. Ainsi, le directeur de LCI, Jean-Claude Dassier, interrogé par le quotidien de gauche anglais, *The Guardian*, a admis qu'il avait délibérément demandé à sa rédaction de masquer la véritable nature des émeutes afin de ne pas donner envie aux Français de voter pour les partis de droite nationale !

Cependant, dans cet océan de pensée unique, émergent de-ci, de-là, quelques avis discordants, s'expriment quelques voix dissidentes. Ils proviennent souvent d'anciens gauchistes qui, à ce titre, disposent encore de tribunes médiatiques, mais peut-être plus pour très longtemps.

Je pense notamment à Alain Finkelkraut, philosophe soixant'huitard, ancien ennemi acharné de la droite nationale, chantre de l'immigration et de l'intégration. Cet homme a aujourd'hui l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que l'intégration a échoué et qu'elle ne peut plus se faire. Dans le quotidien israélien *Heretz*, en date du 18 novembre, Alain Finkelkraut résumait parfaitement ces émeutes. J'aimerais pouvoir citer ses paroles mais, hélas, les lois en vigueur dans ce pays ne me le permettent pas.

Pour avoir appelé un chat un chat, Alain Finkelkraut a été assigné en justice par Mouloud Aounit, président du MRAP, association largement financée par le contribuable qui entend interdire toute parole déviante sur le sujet de l'immigration. Epouvanté par cette plainte, M. Finkelkraut a alors présenté ses excuses. Il s'est, en quelque sorte, rétracté afin de ne pas subir les foudres de l'inquisition des idéologues antiracistes. En échange, Mouloud Aounit a retiré sa plainte. Voilà où nous en sommes dans ce pays qui se prétend une terre de liberté ! Ni les politiques ni les philosophes ne peuvent parler sans risquer d'être envoyés devant un tribunal par des groupuscules financés par l'argent public !

Je dois donc pour respecter la pensée unique, et même pour combler les fantasmes de la gauche et de Jacques Chirac, vous donner ce qui aurait du être la version idéale de ces événements, celle correspondant parfaitement au stéréotype du racisme anti français, le seul autorisé dans ce pays :

Les émeutiers étaient des Européens, de nationalité française, encadrés par des prêtres en soutane et des anciens parachutistes, tous ou presque militants dans des mouvements de droite. Leur seul objectif était naturellement de salir l'excellente image de la communauté musulmane en France...

On croirait un scénario de téléfilm de France Télévision, une de ces séries policières du vendredi soir dans lesquelles l'immigré est toujours suspecté par un policier raciste, toujours dénoncé par un voisin ronchon, mais totalement innocenté à la fin de l'épisode... Le vrai coupable étant naturellement un Français beauf et raciste.

Je vous informe, au passage, que Jacques Chirac a convoqué tous les directeurs de chaînes de télévisions pour leur demander que, je cite, « *les programmes de télévision ressemblent à la diversité de la France d'aujourd'hui* », c'est-à-dire comportent davantage d'Africains ou de maghrébins. Le Président de la république devrait aller jusqu'au bout de son raisonnement. Les statistiques indiquent qu'un nombre non négligeable des pensionnaires de prison en France sont des immigrés ou des Français naturalisés. La logique voudrait donc que l'on retrouve le même pourcentage de non européens dans les séries télévisées comme *Julie Lescaut* sur TF1, *PJ* ou *Avocats et Associés* sur France 2 ! Puisque Jacques Chirac veut de la télé réalité, qu'on lui en fasse ! Car, pour l'instant, à la télé, les coupables sont à 99% des Européens ! Je ne sais pas si c'est de la discrimination mais, en tous les cas, c'est du fantasme !

Cette conception orwelienne de la télévision n'est, bien sûr, pas la nôtre. Nous laissons le bourrage de crâne stalinien à ceux qui nous gouvernent si mal mais qui nous détruisent si bien.

Depuis maintenant, trois semaines, les émeutes ont quitté le devant de la scène. On ne nous en parle plus au 20 Heures. Les choses seraient rentrées dans l'ordre. Il n'y aurait plus « que » 100 voitures brûlées tous les soirs. Il paraît que c'est le tarif habituel en république hexagonique. Que telle est la norme dans la France chiraquienne. On mesure notre décadence. Ce qui nous aurait semblé inacceptable il y a 20 ans le devient aujourd'hui. Avec un tel bilan, un Sarkozy peut parader, peut poser au Ministre de l'Intérieur à poigne, obtenir, au moins dans les sondages, la confiance des Français. Tout va bien, puisqu'il n'y a eu « que » 25 000 voitures brûlées depuis le début de l'année ! Tout va très bien puisqu'il n'y aura « que » 3 ou 4 millions de délits cette année. Tout va excellemment bien puisqu'on nous présente comme un exploit considérable le fait d'avoir expulsé deux dizaines d'émeutiers. Soit même pas 1% des personnes interpellées par la police.

Il est vrai que le grand souci de Nicolas Sarkozy durant cette crise était moins de la résoudre en utilisant la force publique que d'attendre que le feu s'éteigne de lui-même en limitant l'emploi de la police au minimum. Pour parvenir à ses fins, le président de l'UMP a demandé à ses amis du Conseil du Culte Musulman en France d'édicter une fatwa exigeant le retour au calme. Je ne sais pas si les Français se rendent bien compte. Dans la France de 2005, dans cette république dite française, dite laïque, un Ministre a appelé à son secours des Imams pour que ceux-ci, comme en Iran, comme en Arabie saoudite, délivrent une consigne à leurs millions de fidèles.

En fait, Nicolas Sarkozy n'avait qu'une peur : que surtout rien n'arrive aux gentils émeutiers. Pas question d'en blesser un seul. Dans une République décadente, on peut tirer sur la police, on peut attaquer des pompiers. On ne risque rien ou pas grand chose ! En revanche, un policier qui secoue un voyou a plus de chance d'aller en prison quelques jours que le même voyou qui jette des pierres !

On nous dit que l'image de Nicolas Sarkozy sortirait renforcée de ces émeutes. La chose n'a, en soi, rien d'extraordinaire... Il est parfaitement logique que lors d'une crise, on ait tendance à trouver sympathique l'homme qui est censé vous protéger. Et ce d'autant plus lorsque les médias lui ouvrent largement leurs portes, voire cirent ses bottes, ce dont il n'a guère besoin tant Nicolas Sarkozy est un acteur, un grand acteur, un beau diseur.

En revanche, je m'étonne de l'indulgence, voire même de la sympathie, qu'un Jean-Marie Le Pen cultive depuis plusieurs mois envers Nicolas Sarkozy. Le président du FN est même allé jusqu'à déclarer sur RTL qu'il n'était pas, je cite, « *de ceux qui allaient chercher des poux sur la tête de Nicolas Sarkozy* ». J'avoue en rester pantois. Mais aussi perplexe. Comment Le Pen peut-il dire cela et pourquoi ?

En effet, le bilan et les intentions affichées de Nicolas Sarkozy ne sont pas de nature à enthousiasmer tout Français attaché à son identité.

Faisons rapidement un petit tour de trois ans de sarkozysme.

Campagne présidentielle et législative de 2002. L'extrême-gauche trotskyste et le parti communiste réclament l'abolition de la double peine, c'est-à-dire le droit pour tout étranger ayant volé, escroqué ou tué de rester en France une fois sorti de prison.

En 2002, avant la Présidentielle, Nicolas Sarkozy se dit favorable à cette double peine. Cependant, devenu ministre de l'Intérieur, il l'abolit aussitôt. Ce que n'avaient jamais osé faire les socialistes. Motif ? Monsieur le Ministre a rencontré des familles d'immigrés dont

l'un des membres allait être expulsé et il aurait été ému par leur désarroi. Quel dommage que le président de l'UMP n'ait pas rencontré des familles de victimes françaises. Peut-être aurait-il été également ému... Mais, posons la question, qu'est-ce qu'un homme politique qui prétend gouverner la France et dont la volonté s'effrite en de telles circonstances ? Naturellement, digne fils spirituel de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy a opéré une volte-face lors des émeutes. Devant la colère des Français, il fallait abolir l'abolition de la double peine. Evidemment, la loi étant toujours en vigueur, on dû user d'un artifice juridique pour parvenir à un simulacre d'expulsions massives...

Nicolas Sarkozy est également l'homme qui a installé juridiquement l'Islam en France. Il est le Ministre qui a créé de toutes pièces un Conseil du Culte Musulman. C'est lui encore qui voudrait changer la loi sur la laïcité afin de faciliter le financement de la construction de mosquées. Il y en actuellement 2 ou 3 000. Soit quelques dizaines en moyenne par département. M. le Ministre trouve que ce n'est pas assez ! Depuis toujours, les croyants de France payent leurs lieux de culte. Il faudrait faire une exception pour les Musulmans !

Nicolas Sarkozy est favorable à la discrimination positive, c'est-à-dire à la préférence raciale et étrangère. Lui qui se gargarise des mots de « république » et de « citoyen » voudrait mettre en place un système qui ferait passer le noir avant le blanc, le musulman avant le laïc ou le catholique, l'arabe avant l'Européen. Cette inégalité institutionnalisée, il l'appelle par une inversion du bon sens, du langage et des valeurs : égalité des chances. Les jeunes Français sont prévenus : s'il le peut, à la première occasion, M. le Ministre donnera en priorité leur emploi à une personne d'origine maghrébine ou africaine. Pour les jeunes d'origine étrangère, l'ascenseur dit social, pour ceux de souche, l'escalier ! C'est cela la discrimination positive !

Nicolas Sarkozy veut pour la France une immigration « choisie » et non « subie ». C'est-à-dire qu'en fait il brûle d'ajouter une immigration supplémentaire à celle existant déjà. Comme si le problème, dans un pays où on ne fait pas assez d'enfants et où il y a des millions de chômeurs, était d'ajouter encore et encore de nouveaux immigrés ! L'Institut Géopolitique des Populations a chiffré le coût d'un immigré, clandestin ou pas : 100 000 euros en moyenne par an. Ce chiffre astronomique inclut les dépenses d'éducation, de formation professionnelle, de logement, de santé, de lutte contre la délinquance... Globalement, cela représente 36 milliards d'euros. Soit 13% des dépenses publiques. Le double du budget de la recherche. Les neuf dixième de celui de la Défense. Mais, pour Sarkozy, il en faut encore !

Dans la même veine, Nicolas Sarkozy est pour le droit de vote des immigrés non européens aux élections locales. C'est-à-dire qu'il est favorable à ce que plusieurs dizaines de villes de France soient dirigées d'ici dix ans par des musulmans, par des Africains, accentuant ainsi la création d'enclaves étrangères sur le sol national. Ce souhait du droit de vote pour les immigrés, M. Sarkozy l'a formé avant les émeutes dans une interview au journal *Le Monde* donné le 24 octobre. Mais aussi, après les émeutes, dans *L'Express* du 16 novembre. Il s'agit donc d'une véritable obsession.

L'argument de Nicolas Sarkozy en faveur de ce droit de vote est le suivant : les immigrés payent des impôts, ils doivent donc voter. C'est là un raisonnement de libéral, une logique de financier. Nous sommes loin des principes même de la démocratie européenne tels qu'ils sont nés à Athènes. Vote celui qui est de la cité, qui est citoyen, celui qui est de ce sol, de sa culture, de sa civilisation. Beaucoup de Français ne payent pas d'impôts. Ils sont exonérés de

taxe d'habitation. Avec la logique de M. Sarkozy, ces Français là ne pourraient pas voter alors que certains nationaux Congolais ou Marocains le pourraient !

Voilà donc les actions et les projets de l'homme politique auquel M. Le Pen ne veut pas aller chercher des poux dans la tête ! Il est vrai qu'il préfère attaquer Philippe de Villiers et l'affubler d'un de ses sobriquets méprisants qu'il affectionne : Duplicator.

Je ne voudrais pas faire de peine à M. Le Pen qui, sous des dehors de matamore, est, en fait, un grand sensible, que seule la forte odeur du cirage peut momentanément reconforter, mais il n'est propriétaire d'aucune idée politique. Le refus de l'immigration n'a pas été déposé à l'Institut National de la Propriété Industrielle par le FN. Du reste, il n'a pas toujours été, M. Le Pen, hostile à l'immigration et à l'intégration. Permettez moi de citer ses paroles en date du 28 janvier 1958, parues dans le Journal Officiel, alors que, député de la république, il s'exprimait à l'assemblée nationale.

*« Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux (...) Ils seront la partie dynamique et le sang jeune de la nation française. »*

Et M. Le Pen continue sur l'Islam :

*« J'affirme que dans la religion musulmane, rien ne s'oppose à faire du musulman un citoyen français complet. Pour l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne » !*

Je ne commenterai pas ces propos ridicules. M. Le Pen a, par la suite, changé son fusil d'épaule. Il s'est opposé sincèrement à l'immigration. Aujourd'hui, au regard de nombreuses déclarations qu'il a laissé faire à certains de ses proches ou de membres de sa famille, on peut se demander s'il en est toujours de même... Mais quoi qu'il en soit, je lui conseille d'être indulgent à l'égard de M. de Villiers. Un homme politique peut évoluer selon les situations, les événements et les expériences personnelles.

Et puis, je le confesse, je considère que le présent compte davantage que le passé et je relève qu'en cet automne 2005, l'homme qui, à droite, s'oppose le plus au fossoyeur de notre identité et de notre souveraineté, qu'est Nicolas Sarkozy, cet homme, c'est Philippe de Villiers, pas Jean-Marie Le Pen.

Il est un autre sujet fondamental, lequel ne fait pas la UNE des médias... c'est l'état de l'agriculture française. Celui-ci n'est ni mauvais ni préoccupant, il est bien plus grave. Nous approchons de la phase terminale. La France qui n'est plus une nation de paysans sera bientôt un pays sans agriculteurs.

Il y a grande pitié à songer à ce que fut notre pays, à ce qu'il était encore naguère. La France est le pays européen le plus propice à l'activité agricole. Elle jouit d'une position géographique exceptionnelle et est dotée d'une infinie diversité de sols, de paysages, de milieux. Sa terre est apte à tout produire, et le savoir faire de ses agriculteurs est reconnu dans le monde entier. Mais rien n'aurait été possible sans le travail de plusieurs centaines de générations de Français. D'un bout à l'autre de notre pays, depuis plus de 2 000 ans, notre peuple a accompli un travail de titan. Il a assaini les marais, dompté les fleuves, domestiqué la

forêt, gagné sur la montagne. La lutte pour la vie a été intense. La volonté et l'acharnement ont triomphé des difficultés. Même propice, la nature donne rarement. Il faut tout lui prendre. Ou alors la subir. Dans certains coins du monde, depuis la nuit des temps, des peuplades ont accepté sans broncher cette loi du milieu. Dans d'autres, comme en France, l'homme a retroussé ses manches et arraisonné le monde qui l'entourait. Des richesses ont été créées et accumulées. Cette immense chaîne de labeur à travers les âges nous a permis de nous nourrir, de croître - à la veille de la Révolution de 1789, la France était le pays le plus peuplé de tout le continent - et souvent aussi de nourrir nos voisins.

Cette œuvre unique devrait nous placer en pôle position des puissances vertes. Elle devrait nous permettre d'engranger des devises utiles à la modernisation du pays, de limiter nos importations alimentaires au strict nécessaire et de favoriser l'exportation d'une production de qualité. Il n'en est rien.

Car, en cinquante ans, même pas deux générations, tout a changé ! Alors que notre pays devrait compter plusieurs millions d'agriculteurs, - il en possédait plus de 5 000 000 en 1954 - leur nombre s'est réduit comme une peau de chagrin, au rythme des désirs et des lois du pouvoir mondialiste. Celui-ci s'était fixé, dès cette époque, d'amener la population active agricole française à 300 000 actifs. Nous y sommes presque...

Dans le Vaucluse, 20% des exploitations sont au bord du dépôt de bilan. La moitié, soit 3 500 exploitations, sont dans le rouge. 50 000 emplois sont menacés. En dix ans, le département a perdu un tiers de ses exploitations.

En un an, le prix payé aux producteurs a baissé de 30 à 40%. Tous les secteurs souffrent. Les maraîchers, bien sûr...

\_ Ainsi, en 2004, les producteurs de pommes vendaient le kilo à 40 centimes d'euros. Cette année, le kilo ne vaut plus que 20 centimes.

... mais, et c'est plus nouveau, les viticulteurs. La viticulture a perdu l'an dernier 20% de son chiffre d'affaire.

La mort définitive de l'agriculture française n'aurait pas seulement des conséquences en terme d'emplois. Une exploitation agricole qui disparaît, ce sont les friches qui avancent, l'urbanisme rural qui prolifère, l'attrait touristique qui faiblit.

Les syndicats agricoles demandent un contrôle des frontières, un allègement des taxes, une égalité fiscale avec nos concurrents directs, un moratoire des dettes, des retraites identiques à ceux des autres travailleurs français. Bref, ils veulent un Etat capable de les protéger et non de les maintenir sous perfusion afin que l'agriculture disparaisse tout doucement, sans faire de vagues, sans colère paysanne, par le simple non remplacement des générations dans les fermes. Il faut stopper la machine de mort et ramener l'espoir sur la terre de France.

Particulièrement préoccupé par ce sujet, je vous annonce que nous organiserons à Orange le 9 février prochain une grande journée de réflexion sur la viticulture, en présence de Philippe de Villiers.

Mais il n'y a pas que la paysannerie qui souffre en France et en Provence. Tous les secteurs sont frappés durement. Industriels ou tertiaires, les emplois partent là où la main d'œuvre exploitée se contente de dix fois moins que l'ouvrier français. Dans le Vaucluse, il ne se passe pas de mois sans que l'on annonce des licenciements dus à la mondialisation. Un des derniers exemples est celui de l'entreprise de cartonnage Imcarveau à Valréas qui fabrique des coffrets

pour la parfumerie et la cosmétique. 55 emplois vont partir vers la Chine. Soit le quart de l'actuel effectif ! Raison invoquée : la compétitivité.

A cela rien d'étonnant. Les mondialistes, de droite ou de gauche, ont voulu un marché mondial, un marché sans frontière, non pas pour faire le bonheur des travailleurs français et européens, mais pour pouvoir augmenter leurs profits, exploiter les peuples. Tout le discours sur la mondialisation relayé par les médias n'est qu'une immense propagande pour faire avaler aux peuples européens la précarité, l'appauvrissement, le chômage. Je voudrais vous lire quelques lignes sur la mondialisation et sur ceux qui l'imposent. Je cite et vous dirai ensuite de qui sont ces lignes.

*« Une nouvelle caste dominante [...] une aristocratie émerge d'une alliance implicite entre des grands dirigeants d'entreprises, des financiers, des cadres élevés de l'entreprise et des services, certains hauts fonctionnaires de l'Etat et des privilégiés des médias. Ils forment un groupe qui enjoint aux autres catégories sociales de faire des sacrifices au nom de la compétition mondiale ou de l'équilibre de l'économie mais ne consent pour lui-même à aucun effort ou renoncement et ne conçoit même pas que la question se pose [...] La bourgeoisie ancienne était patriote, parfois nationaliste, en tout cas en France, protectionniste. La nouvelle caste se veut internationaliste, voire transnationale. L'espace économique national n'est pas sa référence naturelle. Elle épouse au contraire l'univers et l'idéologie de la mondialisation capitaliste car elle y trouve la justification de son existence et de ses exigences »*

Ces lignes sont de Lionel Jospin et sont parues cette année chez Gallimard "*Le monde comme je le vois*". Je suis, pour une fois, d'accord avec l'ancien chef du parti socialiste. Il existe bel et bien une idéologie du mondialisme qui sert les intérêts financiers de quelques centaines de grands capitalistes. Pour eux, un seul credo : faire le plus d'argent possible. Et tant pis pour les hommes ! Et tant pis pour les peuples !

Je le dis clairement : la racaille ce sont aussi et d'abord les multinationales ou les fonds de pension apatrides ! Eux ne brûlent pas des voitures, eux ne caillassent pas des pompiers. Ils détruisent des bassins d'emplois, ils apportent la pauvreté ! Ils ont ce point commun avec les anarchistes et les communistes : ils veulent un monde sans frontières, un monde où il est permis de mettre au chômage un Provençal pour pouvoir aller exploiter un Chinois ou un Africain.

Face à cette mondialisation qui fabrique à la chaîne du chômage de masse, notre système politique n'a qu'une réponse : la création d'une industrie de l'assistanat. Elle crée des emplois publics, elle tempère l'exaspération populaire mais elle ne résout d'un point de vue économique absolument rien. D'un point de vue social, la situation est même catastrophique. Le Revenu minimum d'insertion censé n'être qu'un coup de pouce momentané s'est transformé en une rente. Pourquoi travailler au salaire minimum quand existe un salaire minimum sans travail ?

De plus, le RMI crée une perturbation psychologique chez les personnes qui en bénéficient. L'oisiveté n'est peut-être pas mère de tous les vices, elle n'en est pas pour autant une vertu sociale.

Or, dans l'intérêt des Français et dans l'intérêt national, les chômeurs de longue durée, les Rmistes, doivent pouvoir retrouver du travail. Au bout d'un certain délai, il faut mettre en place des travaux d'intérêt général qui permettront à ceux qui le désirent d'exercer leur droit au travail qui est, à notre sens, le premier droit d'un citoyen. Il faut également revaloriser le

salaires minimum. Un homme ne peut vivre décemment dans la France d'aujourd'hui avec 1 000 Euros par mois encore moins faire vivre une famille.

Pour nous, le vrai social, ce n'est pas la charité publique, mais c'est donner un emploi à chaque homme et à chaque femme pour que ceux-ci puissent vivre dans la dignité ! Le vrai social, c'est le droit au travail !

Vous le savez, j'ai soutenu durant trente trois ans et pour trois campagnes présidentielles, Jean-Marie Le Pen. Je l'ai fait pendant longtemps avec enthousiasme, puis, au fil des années, avec davantage de réserves que je gardais cependant pour moi afin de ne pas nuire au mouvement auquel j'appartenais.

Je le dis ici haut et fort : Jean-Marie Le Pen a été durant les années 80 un formidable catalyseur des idées de droite nationale. Mais je l'affirme aussi avec autant de force : il n'est plus aujourd'hui une chance pour nos idées. Il représente au mieux, un cul de sac, un vote sans utilité, voire, au pire, un obstacle mis sur notre chemin par le Système. Le journal *Minute* annonçait d'ailleurs récemment que les proches de Nicolas Sarkozy envisageaient de faciliter la collecte de parrainages de maires pour Jean-Marie Le Pen afin de contrer l'ascension de Philippe de Villiers...

Il est donc impossible, strictement impossible, définitivement impossible, à toute personne soucieuse de l'avenir de la France, soucieuse de ne plus perdre de temps, de ne plus faire d'erreur, de donner sa voix, son énergie, son argent, sa foi, son dévouement, à un homme non seulement du passé, mais aussi et surtout à un homme capable de faire échouer l'avenir.

Ne pouvant soutenir Jean-Marie Le Pen, le choix entre plusieurs candidats crédibles pour l'élection présidentielle n'existe pas. Il n'y en a qu'un : c'est Philippe de Villiers. Lui seul dispose de la notoriété et de la crédibilité nécessaire pour porter au plus haut nos idées.

Certes, je connais les préventions que de nombreux militants ou électeurs de la droite nationale nourrissent à son égard. Citons en quelques unes : Philippe de Villiers a été secrétaire d'Etat de Jacques Chirac, Philippe de Villiers a toujours appelé à voter contre le FN et pour le RPR ou l'UMP.

Ce sont là des faits et nul ne peut les nier, même si, je n'en doute pas, le principal intéressé pourrait fournir des explications, évoquer des circonstances particulières. Mais qu'importe ! Car ces faits appartiennent au passé.

Philippe de Villiers, depuis la campagne du référendum, a amorcé un virage décisif. Il est entré en rupture avec le système qui nous gouverne. Il a franchi le Rubicon. Il ne considère plus son mouvement comme une composante minoritaire de la majorité actuelle mais comme une force indépendante. Son ambition est de bâtir un mouvement tel que la reconstruction de la droite se fera autour de lui, sur la base d'un programme de salut public. Nous le rejoignons là dessus. Notre désir n'est pas de détruire ou de vitupérer du haut de notre tour d'ivoire. Mais de construire !

Et à cet égard, Philippe de Villiers est un homme crédible et même doublement crédible. Dans le monde politique, on croise beaucoup de beaux diseurs, on rencontre des hommes sortant du même moule technocratique. Mais, qu'ils soient de droite ou de gauche, ce sont des gens qui n'ont jamais rien fait de leurs dix doigts, des gens qui n'ont jamais travaillé, des gens qui n'ont rien créé. Regardez à droite : Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin.

Pas un jour de travail, ne parlons pas à l'usine ou dans les champs. Mais comme avocat, médecin, ingénieur, professeur, plombier, électricien, coiffeur. Rien !  
Même chose à gauche avec les François Hollande, les Laurent Fabius !  
Or, ce sont ces gens là qui ne partagent rien avec les Français, qui vivent au dessus d'eux comme un véritable corps étranger dans la nation, une véritable élite de privilégiés, qui les dirigent mais les gouvernent si mal !

Philippe de Villiers, lui, a réussi quelque chose d'unique en France et en Europe : le Puy du Fou. Ce parc n'est pas qu'une industrie qui a créé 750 emplois directs et 4 000 dérivés et dont le chiffre d'affaires s'élève à 25 millions d'euros. C'est aussi une aventure et une passion. Sans Philippe de Villiers, pas de Puy du Fou. Il y a même, en ses débuts, me suis-je laissé dire, joué les cracheurs de feu !

De Villiers n'est donc pas un des ces professionnels de la politique qui sont des ratés de la vie professionnelle. Il est un entrepreneur, un créateur.

Il y a 35 ans que les Français élisent des professionnels de la politique. J'ai combattu le général De Gaulle. Mais force est d'admettre que depuis sa mort, notre nation n'est gouvernée que par des nains qui ne s'appellent ni Joyeux, ni Prof mais plutôt Menteur, Voleur, Tricheur, Fainéant...

Il faut expliquer cela aux Français. Il faudra leur dire ce que la candidature de Villiers représente. Non pas un politicien de plus. Mais un homme qui a réussi une oeuvre professionnelle.

Et pas seulement... En effet, je vous disais que Philippe de Villiers était doublement crédible. Il l'est également pour avoir réussi son oeuvre de gestionnaire de la chose publique. A la tête du Département de la Vendée, il a réussi financièrement, économiquement, socialement. On nous dira : la Vendée est une terre riche, c'était facile. Rien n'est plus faux ! Combien de villes riches, de conseils généraux aisés ont été ruinés, mis en faillite, par des politiciens corrompus ou simplement incapables ? Qu'on se rappelle, toujours dans l'Ouest, la ville d'Angoulême en cessation de paiement et son maire socialiste en fuite en Amérique du sud. Je dirais même qu'il est plus difficile de bien gérer une collectivité riche que pauvre car souvent la difficulté stimule alors que la facilité peut entraîner le relâchement.

Ce passé donne à Philippe de Villiers une crédibilité forte.

On peut aussi compter sur Philippe de Villiers pour ne pas ruiner les efforts des militants par des déclarations provocatrices. Il ne gaspillera pas notre travail par des dérapages de tribune ou de presse.

Philippe de Villiers fait de la politique pour faire gagner nos idées. Pas pour témoigner. Pas pour se satisfaire du rôle de croquemitaine de la vie politique.

Philippe de Villiers veut changer les choses avant que la France ait changé et qu'il soit trop tard.

Philippe de Villiers va donc se battre durant les mois qui viennent sur tous les fronts importants, contre toutes les menaces qui pèsent sur la nation.

L'islam, l'immigration, la liberté du travail, le droit constitutionnel à un emploi, la sauvegarde du monde rural, la dignité de nos anciens... C'est sur un programme de salut public que nous soutenons Philippe de Villiers ! Nous suivons un porte-drapeau, nous soutenons un candidat, mais nous nous battons d'abord et avant tout pour des idées au service de notre peuple et de notre nation !

La tâche qui nous attend dans les mois qui viennent est donc immense ! On ne gagne pas en politique si l'on n'a pas derrière soi une organisation de combat. Des hommes et des femmes rassemblés, soudés, organisés. Il nous faut créer le grand mouvement patriote dont nos idées ont besoin et qui seul nous permettra de répondre présent, le moment venu, au rendez-vous de l'Histoire.

Un mouvement où chacun en fonction de ses capacités puisse trouver une place et une responsabilité. J'insiste sur ce mot de responsabilité. Nous avons besoin de gens responsables. Pas de consommateurs. Un mouvement qui encourage les initiatives, qui « encadre », certes, mais qui donne aussi de la liberté aux hommes de terrain. Un mouvement enraciné parce que l'on aura su créer des responsables et pas des assistés attendant tout d'un Etat-major parisien et de la seule campagne présidentielle.

Car ce mouvement n'a pas pour objectif que la seule Présidentielle de 2007. Cette échéance électorale est importante car elle va permettre à nos idées d'arriver sur le devant de la scène et, qui sait, d'accéder au second tour. Mais il faut voir plus loin. Il ne sert à rien de faire 17% aux Présidentielles quand on est incapable de faire élire des maires ou des conseillers généraux. Cette armature, ce socle des élus locaux, nous les voulons. Nous n'avons pas peur d'avoir des élus, nous n'avons pas peur de voir sortir des têtes du combat électoral. Les élections locales de 2008 seront donc déterminantes. Des centaines de communes sont prêtes à se donner à des maires patriotes. Encore faut-il leur proposer des candidats crédibles, des équipes de valeur.

Dans ce but, je vous demande vous engager. Si vous pensez comme nous, si vous aimez la France, si vous voulez donner un avenir à nos enfants, alors, vous devez agir, vous devez vous engager. Il existe de multiples façons de travailler pour nos idées. Il y en a forcément une pour vous. Mais quoi qu'il arrive, ne restez pas spectateurs. Dans le Vaucluse, nous nous fixons comme premier objectif de créer dans chaque canton, en vue des Présidentielles, un Comité Villiers 2007 qui relayera nos messages et notre action au plus près du terrain.

Je vous le disais, la tâche est immense et il y a urgence ! Mais quelque soit l'ampleur du travail, nous possédons un avantage décisif sur les autres. Nous servons une cause, celle de notre peuple, celle de la France. Voilà ce qui nous sépare définitivement des partis du système. Eux n'appartiennent qu'à des intérêts financiers, eux n'abritent que des ambitions personnelles.

Notre cause, c'est la Patrie, la terre de nos pères, cette chaîne de générations qui, s'ancrant dans la nuit des temps, est parvenue jusqu'à nous et doit continuer.

La France, ce n'est pas l'Islamisme !

La France, ce n'est pas la Gay Pride !

La France, ce n'est pas cette coupable universelle fabriquée par Jacques Chirac et la gauche qui doit demander pardon pour tout, sur tout et à tout le monde !

La France, c'est un peuple, c'est une histoire, c'est une culture, c'est un patrimoine, c'est un art de vivre, c'est une identité. Nous pouvons en être fiers mais nous devons aussi nous en montrer dignes.

La France doit vivre, la France veut vivre. Mais elle n'y parviendra que grâce à la mise en place d'une politique de salut public menée par des hommes nouveaux. Le système politique de la Vème République est grabataire. Réélire un Chirac, un Sarkozy, un Villepin, un Fabius ou un Hollande serait de l'acharnement thérapeutique ! Tous ces hommes sont coupables de notre situation actuelle.

Alors, chers amis, ensemble, formons ce grand mouvement patriote dont notre pays a besoin.

Donnons un avenir à notre Patrie !

Remettons la France au cœur de nos espérances !